

RÉSUMÉ

La triste réalité veut que la guerre et la souffrance ne soient pas des phénomènes nouveaux en Sierra Leone. Depuis qu'il a obtenu son indépendance en 1961, ce minuscule pays d'Afrique a eu à peu près tous les régimes politiques connus, du totalitarisme à la démocratie en passant par toutes les nuances intermédiaires, les dix dernières années ayant été particulièrement barbares. Le présent rapport examine trois grands thèmes qui sont au coeur de la crise actuelle en Sierra Leone : la situation en matière de sécurité, la situation humanitaire et la situation politique. On s'y efforce de mieux comprendre ce conflit brutal et de recenser les plus grands besoins, afin que le Canada et d'autres bienfaiteurs puissent canaliser les ressources qu'ils pourront mobiliser pour venir en aide à ce pays désespéré.

La situation en matière de sécurité

La situation générale en Sierra Leone est extrêmement tendue. Le gouvernement et l'ECOMOG, à peu près vaincus en janvier 1999, contrôlent fermement Freetown aujourd'hui. L'ECOMOG, une force multinationale comprenant des troupes du Nigéria, du Ghana, de la Guinée et du Mali, assure la liberté de circulation dans la péninsule de Freetown, mais les rebelles poursuivent des activités significatives dans tout le reste du pays. L'ECOMOG a désespérément besoin d'un soutien logistique appréciable, légal et non légal, et il semble que les rebelles se réarment en prévision d'une prochaine flambée des hostilités.

L'intervention étrangère dans le conflit de Sierra Leone est un grave problème, et il est avéré que Libéria et le Burkina Faso soutiennent les rebelles. Ces derniers tirent de l'extraction des diamants des revenus pouvant atteindre quelque 300 millions de dollars par année, dont ils consacrent une part inconnue à l'achat d'armes légères et de munitions. Ces armes sont apparemment achetées en Europe de l'Est et transitent par le Burkina Faso, puis par le Libéria avant d'être livrées aux forces rebelles en Sierra Leone.

La sécurité en Sierra Leone et dans la région implique aussi la police civile. La police de Sierra Leone a besoin d'instruction dans les techniques policières modernes, de la détection du crime aux enquêtes et à la prévention, tant pour les policiers eux-mêmes que pour leurs instructeurs. Le problème policier est également grave en Guinée qui a aussi besoin d'un appui sérieux.

Cette partie du rapport conclut que toute activité menée relativement à la sécurité doit tenir compte, non seulement de la situation en Sierra Leone, mais aussi de celle des États voisins, en particulier de la Guinée, pays francophone. En outre, les efforts humanitaires et le processus de paix lui-même ont peu de chance de réussir si l'ECOMOG ne reçoit pas des moyens additionnels pour assurer la sécurité.

Muni des ressources nécessaires, le Canada pourrait continuer de fournir un soutien logistique non légal à l'ECOMOG. Nous pourrions également fournir un certain appui légal, sous réserve